

Récépissé de dépôt d'une demande de transfert d'un permis délivré en cours de validité

ms 920

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de transfert d'un permis délivré en cours de validité. Le délai d'instruction de votre dossier est de :

- **deux mois** pour les demandes de transfert d'un permis de construire une maison individuelle
 - **trois mois** pour les demandes de transfert d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager
- **Si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un transfert de permis tacite.**
- **Attention : le transfert de permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date de décision de transfert, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

(Cadre réservé à la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de transfert du permis n° :

PC 60463 24 T0010 T02

délivré le : **21/05/2025**

déposé à la mairie le : **14/08/2025**

Pour : Transfert de nom.

affichée le : **21 AOUT 2025**

Il fera l'objet d'un transfert de permis tacite ¹ à défaut de réponse de l'administration dans le délai de deux mois ou trois mois (mentionné ci-dessus) après la date de dépôt en mairie.

1) Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie

Signé électroniquement par : Philippe FOUIN

Date de signature : 21/08/2025

Qualité : Par délégation du Maire, le DGA



Monsieur Sahmettin DOGAN
84 rue du Bel Air
95360 MONTMAGNY

Adresse des travaux :
78 avenue Albert Jacquard
60180 NOGENT-SUR-OISE

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau visible de la voie publique décrivant le projet (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.